

dimanche, 20. Novembre 2016



SOMMAIRE Cliquez sur les titres pour lire les articles

Marché & Economie	2
<i>Taux de chômage : Baisse de 1.3%.....</i>	<i>2</i>
<i>Concrétisation de l'Accord d'Alger</i>	<i>2</i>
<i>Salaire net moyen mensuel : Estimé à 39.200 DA en 2015</i>	<i>3</i>
<i>Les meilleurs salaires dans les hydrocarbures et les finances</i>	<i>3</i>
<i>Une mission d'affaires roumaine attendue à Alger : Approfondir les liens de coopération</i>	<i>4</i>
<i>Hausse record de la production oléicole</i>	<i>4</i>
<i>L'accord d'Alger sur l'eau ratifié à Marrakech</i>	<i>4</i>
<i>La Tunisie veut davantage de gaz algérien</i>	<i>5</i>
<i>La filière phoenicicole au coeur de la promotion des exportations hors hydrocarbures.....</i>	<i>5</i>
<i>PLF2017 : l'APN examine les amendements proposés</i>	<i>6</i>
<i>Prix de l'électricité : vers une réduction de 65% pour les habitants du sud</i>	<i>6</i>
Commerce	6
<i>Une filiale de Cevital exporte vers plusieurs pays</i>	<i>6</i>
<i>Condor ouvre un showroom à Nouakchott</i>	<i>7</i>
<i>Les hôtels Ibis-Novotel de Sétif fonctionnels</i>	<i>7</i>
<i>LG lauréate du 21e prix de l'innovation au CES 2017.....</i>	<i>8</i>
Transactions & Contrats	8
<i>Signature d'un contrat algéro-russe pour le filtrage des eaux : Une technologie recherchée</i>	<i>8</i>
<i>Crédit à la consommation-véhicules: convention CPA-Tahkout manufacturing company</i>	<i>9</i>
Régions	10
<i>In-Salah : perspectives "prometteuses" pour l'aquaculture à Tidikelt</i>	<i>10</i>
<i>Salon "Hassi-Messaoud Expo": Plus de 10.000 visiteurs professionnels.....</i>	<i>10</i>
<i>Algérie Télécom de Biskra : Vers la généralisation de la 4G</i>	<i>11</i>



CCI ALGÉRO-FRANÇAISE

غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية-الفرنسية

Siège social : 38 rue Abou Noues Hydra, Alger

Accueil & Bureaux : Villa Malglaive

01 rue du professeur Vincent Telemly, Alger

Tél: +213 (0) 23 507 019

Fax: +213 (0) 23 507 032

cciaf@cciaf.org

www.cciaf.org

NOS EVENEMENTS SUR

WWW.CCIAF.ORG

Taux de chômage : Baisse de 1.3%

Source : El Moudjahid

«Les données récentes issues de l'enquête sur l'emploi et le chômage, réalisée par l'Office national des statistiques, en avril 2016, font ressortir une amélioration des principaux indicateurs de l'emploi et du chômage», a relevé, avec satisfaction, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Dans son allocation, à l'issue de la rencontre annuelle des directeurs de l'emploi de wilaya, M. Mohamed El-Ghazi a indiqué que cette enquête fait état d'une création nette d'emplois appréciable entre septembre 2015 et avril 2016, puisque l'évolution de la population occupée dégage un solde positif de 301.000 emplois, correspondant à un accroissement de 2% de la population occupée durant la période de septembre 2015 à avril 2016. Ceci s'est traduit également, selon le ministre, par une réduction du nombre de chômeurs de l'ordre de 139.000 chômeurs par rapport à septembre 2015, et une réduction du taux de chômage global qui passe de 11,2% en septembre 2015 à 9,9% en avril 2016, soit une baisse de 1,3%.

«Cette baisse de 1,3% du taux de chômage constitue une performance remarquable dans le contexte économique mondial actuel, d'une part, et de la conjoncture économique que traverse le pays suite à la réduction de ses ressources financières, d'autre part», a-t-il affirmé.

Près de 400.000 placements réalisés durant les dix premiers mois de 2016

Le premier responsable du secteur a rappelé que malgré le contexte difficile, l'économie nationale a pu

créer un nombre d'emplois suffisant qui a permis d'absorber la demande additionnelle d'emploi et de puiser dans le stock des chômeurs existants.

Aussi, selon lui, près de 400.000 placements ont été réalisés durant les dix premiers mois de l'année 2016, à travers les dispositifs publics d'appui à la promotion de l'emploi salarié. «Au total, 398.438 placements ont été réalisés durant les dix premiers mois de l'année en cours, à travers les dispositifs publics d'appui à la promotion de l'emploi salarié, dont 14% dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP), et 2% de placements effectués par les agences privées», a précisé le ministre.

«L'évolution de la structure de l'emploi reflète parfaitement cette dynamique de création d'emplois, dans la mesure où l'emploi salarié (permanent et temporaire) a connu une progression de près de 18% durant la période 2010- 2016, et sa part dans l'emploi global est passée de 66% en septembre 2010 à 70%, en avril 2016», a-t-il détaillé. Le ministre du Travail a tenu à mettre en exergue le fait que son secteur a apporté sa contribution à la création d'emploi et à la réduction du chômage, à travers les dispositifs publics d'appui à la promotion de l'emploi salarié et de soutien à la création d'activités par les jeunes promoteurs et les chômeurs promoteurs. Ce qu'il faut retenir également, d'après le responsable, c'est l'importante baisse du taux de chômage des jeunes qui est passé de 29,9%, en septembre 2015, à 24,7%, en avril 2016, soit une baisse de 5,5%. «Ceci constitue une illustration de l'impact des dispositifs en direction des jeunes, notamment les dispositifs ANSEJ – CNAC», a-t-il dit. Dans ce cadre, il est important de souligner que 94% des placements dans le cadre du Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle ont été réalisés dans le secteur économique. Pour ce qui est de la création d'activités, 17.655 micro-entreprises,

représentant un potentiel de près de 39.000 postes de travail, ont été financées durant les dix premiers mois de 2016, dans le cadre des dispositifs gérés par l'ANSEJ et la CNAC.

Les défis demeurent encore nombreux

Mohamed El-Ghazi a par ailleurs rappelé qu'en dépit des progrès importants accomplis dans le cadre de la promotion de l'emploi et de la lutte contre le chômage, les défis demeurent encore nombreux, notamment pour assurer des emplois de qualité conformes aux attentes des demandeurs d'emploi.

«C'est à ce titre que la question de l'emploi et de la lutte contre le chômage est placée au cœur de notre politique de développement, et constitue une des priorités du programme du gouvernement qui a maintenu et renforcé les dispositifs publics de promotion de l'emploi, d'une part, et continue d'encourager davantage l'investissement productif générateur d'emploi, d'autre part, à travers, notamment l'élaboration d'un nouveau code des investissements plus attractif, dans le cadre d'une approche visant à promouvoir la diversification de l'économie nationale», a-t-il dit.

Concrétisation de l'Accord d'Alger

Source : El Moudjahid

Le ministre de l'Énergie, Nouredine Boutarfa, s'est dit satisfait des résultats ayant couronné la réunion consultative qui a regroupé, vendredi dernier à Doha, des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, et des pays non membres.

Il a déclaré qu'il était, à l'instar de tous les pays participants, optimiste quant à la concrétisation de

l'Accord d'Alger sur le gel de la production lors de la réunion de l'Organisation prévue à Vienne le 30 novembre prochain. Dans une déclaration à la presse, en marge de la réunion, le ministre de l'Energie a indiqué que les « 11 pays membres de l'OPEP sont convenus vendredi de soutenir et de mettre en œuvre l'Accord d'Alger qui prévoit de réduire la production à 32,5 millions de barils par jour », précisant que la rencontre de Doha visait à préparer la prochaine réunion de Vienne. « Nous avons discuté des modalités d'une collaboration en vue d'assurer le succès de la réunion de Vienne le 30 novembre prochain. Pour ce faire, nous nous sommes réunis à huis clos afin de préparer cette réunion ainsi que la rencontre des experts qui la précèdera et nous avons convenu de la possibilité de geler la production à 32,5 barils/jour », a expliqué M. Bouterfa. Selon le ministre, la rencontre a permis aux membres de l'OPEP de convenir avec la Russie, pays non membre de l'Organisation, de « travailler en coordination jusqu'à la fin novembre afin de maîtriser les chiffres et les informations à même de parvenir à une bonne décision à Vienne ».

L'accord historique d'Alger qui a couronné la réunion extraordinaire de l'Opep le 28 septembre dernier prévoit de réduire la production de l'OPEP à un niveau oscillant entre 32,5 et 33 millions de barils par jour afin d'assurer la stabilité du marché pétrolier. Une réunion préparatoire à la réunion du 30 novembre se tiendra lundi prochain dans la capitale autrichienne au niveau des experts. L'Algérie préside la commission technique créée lors de la réunion d'Alger et chargée de définir les mécanismes de réduction de la production de chaque pays de l'OPEP et de travailler en coordination avec les pays hors OPEP pour consacrer les clauses de l'accord d'Alger.

Salaire net moyen mensuel : Estimé à 39.200 DA en 2015

Source : El Moudjahid

Le salaire net moyen mensuel a été globalement de 39.200 DA en 2015 à raison de 54.700 DA dans le secteur public contre 32.100 DA dans le privé, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS). En 2015, le salaire net moyen mensuel a ainsi évolué de 3,8% par rapport à l'année 2014 durant laquelle il était de 37.800 DA, sachant que le salaire net moyen est composé du salaire brut diminué des différentes retenues (IRG, sécurité sociale et retraite). Ces chiffres sont issus d'une enquête annuelle sur les salaires menée par l'ONS auprès de 581 entreprises publiques et de 252 entreprises privées de 20 salariés et plus (hors administration et agriculture). Au niveau national, le salaire de base représente en moyenne 60% et les primes et indemnités 40% de la rémunération brute totale, indique l'Office. Dans le secteur public, la part des primes et indemnités dépasse légèrement la part du salaire de base (50,8%), et ce, en raison de l'influence des secteurs des transports et du commerce où la part des primes est nettement plus importante que celle du salaire de base (plus de 54%), indique l'ONS. Mais dans le secteur privé, le salaire de base représente 66% du salaire brut : la part du salaire de base est plus importante dans les activités hôtels et restaurants (91%) et celles des finances (78%).

Les meilleurs salaires dans les hydrocarbures et les finances

Source : El Moudjahid

Les résultats de cette étude confirment que les activités dans les « industries extractives » (production et services d'hydrocarbures essentiellement) et les «

activités financières » (banques et assurances) demeurent les secteurs qui payent le mieux : salaire net moyen de 100.500 DA/mois dans les « industries extractives » et 59.200 DA/mois dans le « secteur financier ». Ceci s'explique par le fait que les entreprises des industries extractives emploient beaucoup de diplômés et qu'elles ont plus de facilité que d'autres pour payer leur personnel (système de rémunération spécifique), explique l'ONS. Par contre, le salaire net moyen dans le secteur « construction » est le plus faible avec 29.900 DA/mois, observe l'ONS en indiquant que ceci est lié au fait que le personnel de ces entreprises est en majorité composé d'agents d'exécution, ce qui tire vers le bas le salaire moyen de ce secteur. Les écarts des salaires selon la qualification et les secteurs d'activités sont, dans certains cas, assez élevés : le salaire des agents d'exécution dans les activités liées aux hydrocarbures est de 68.700 DA, soit le triple de celui de l'agent d'exécution du secteur de la santé qui est de 23.400 DA. « La qualification du salarié, le secteur juridique, la taille de l'entreprise ainsi que les spécificités de rémunération sectorielles des entreprises de certains secteurs sont les éléments les plus discriminants du niveau des salaires », relève la même source. Par ailleurs, l'ONS note que le niveau relativement élevé du salaire dans le public est dû en partie à « l'existence de certaines entreprises publiques importantes en termes d'effectifs avec un système de rémunération avantageux ». Concernant les salaires nets dans le secteur privé national, l'Office fait savoir que c'est l'activité financière qui offre le meilleur salaire avec 73.200 DA, soit 2,3 fois le salaire net moyen mensuel global du privé national. Par contre, les salariés du privé dans la filière « Mines et carrières » et l'activité « Immobilier et services aux entreprises » sont les moins payés avec, respectivement, des salaires mensuels moyens de 25.700 DA et 27.500 DA.

Une mission d'affaires roumaine attendue à Alger : Approfondir les liens de coopération

Source : El Moudjahid

Une délégation composée d'industriels et d'hommes d'affaires roumains, conduite par le président de l'Association nationale des minotiers et boulangers de la Roumanie (ANAMOB), effectuera une visite, dans notre pays, du 22 au 25 novembre courant. En marge de cette mission, la chambre algérienne de commerce et d'industrie, en collaboration avec l'ambassade de Roumanie, organise une rencontre de mise en relation d'affaires entre les entreprises algériennes et roumaines ce mercredi 23 novembre, au siège de la CACI. Cette mission de la Roumanie qui entretient des relations politiques de longue date avec notre pays, exprime la volonté de ce pays d'approfondir les relations économiques avec l'Algérie. Une volonté qui traduit une ouverture à toutes les perspectives de partenariat dans des domaines diversifiés, et une détermination à relancer les liens de coopération, entre les deux pays. Aussi, les Roumains dont l'essentiel des échanges, soit 60% s'effectue avec la zone de l'UE, s'intéresse, en particulier, aux secteurs qui répondent aux potentialités de leur pays, à savoir, les domaines de la pétrochimie, du photovoltaïque, des énergies renouvelables, les systèmes intégrés solaires pour irrigation, l'industrie, les technologies de l'information et des technologies, de l'agriculture et du bâtiment, ainsi que des travaux publics et de l'hydraulique. L'Algérie dont la dynamique économique est désormais basée sur la diversification de la production, et l'encouragement des investissements directs productifs, œuvre, par conséquent, à l'élargissement et à l'approfondissement de ses liens de coopération avec les pays intéressés par le transfert, en Algérie, de

technologies, d'expertise, et de savoir-faire. Aussi, l'adoption, par les pouvoirs publics, d'un nouveau modèle de croissance, en substitution à l'importation, offre cette opportunité, pour les deux parties, de construire une nouvelle dynamique en matière de coopération algéro-roumaine basée une diversification des échanges et un ciblage des objectifs. Pour rappel, un mémorandum de coopération a été signé, en octobre dernier, à Alger entre les Cours des comptes algérienne et roumaine en matière de renforcement des méthodes de contrôle des dépenses publiques.

Hausse record de la production oléicole

Source : L'Econews

La production de l'huile d'olive a enregistré, durant la campagne 2015/2016, le niveau le plus élevé des 15 dernières années en atteignant plus de 900 000 hectolitres à travers le territoire national, soit une croissance de 25 % comparativement à la campagne écoulée.

Ainsi, l'Observatoire national des filières agricoles et agroalimentaires, indique dans son bilan de la campagne oléicole 2015/2016 «segment huile d'olive», que la production de cette dernière a enregistré une évolution de 7% comparativement à la précédente campagne.

Ce résultat s'explique, souligne l'ONFAA, par l'entrée en production de près de 2,5 millions d'oliviers au cours de cette campagne. «La production d'olive destinée à l'huile, a connu une évolution considérable, puisque la production est passée de 420 mille tonnes au cours de la campagne écoulée à plus de 470 mille tonnes au cours de cette campagne, soit un accroissement de 13%», indique-t-on.

Malgré les conditions climatiques relativement difficiles qui ont caractérisé la campagne oléicole, notamment la vague de chaleur qui est survenue au cours du stade floraison et grossissement du fruit, la production totale d'olives (pour conserve et pour huile) n'a pas été gravement affectée à travers l'ensemble des wilayas de production de l'huile d'olive.

Quant aux prix du litre d'huile d'olive, ils ont connu cette année une hausse sensible. Selon le bilan élaboré par l'observatoire, le prix d'huile d'olive au cours de cette campagne 2015/2016 au niveau des zones traditionnelles de production et à travers le panel des exploitations oléicoles mis en place par l'ONFAA, «variait entre 600 à 800 dinars, prix producteur comparativement à des prix allant de 500 à 600 dinars au cours de l'année écoulée».

Les prix les plus élevés ont été enregistrés dans la wilaya de Bouira où la campagne oléicole a été mauvaise et la baisse de la production a été très forte.

Dans le même ordre d'idées, la hausse des prix fait par l'ITAFV, au niveau des wilayas potentielles traditionnelles (Béjaïa, Tizi Ouzou, Bouira et Jijel), considérées comme les lieux de fixation des prix de l'huile d'olive, a fait ressortir l'état suivant: un prix variant de 550 à 700 dinars le litre au niveau des huileries, un prix allant de 650 à 800 dinars le litre au niveau des détaillants et un prix allant de 110 à 260 dinars pour une huile conditionnée de 33 cl et de 600 à 900 dinars pour une contenance de 75 cl.

L'accord d'Alger sur l'eau ratifié à Marrakech

Source : L'Econews

L'accord portant stratégie de l'eau en Méditerranée occidentale conclu à Alger dans le cadre du dialogue 5+5 en mars dernier, a été ratifié par les dix pays de la région vendredi à Marrakech, à l'occasion de la conférence des nations unies sur le climat, Cop 22, un événement auquel l'Algérie a été représentée par le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale, Ramttane Lamamra, et le président du Sénat, Abdelkader Bensalah.

Le Plan d'actions objet de la ratification, faut-il le souligner, vise à répondre aux défis de l'eau et propose des solutions adaptées aux problèmes de la région méditerranéenne, en mettant l'accent sur la durabilité des ressources en eau, à travers des projets et initiatives devant émaner des dix pays concernés, à savoir, L'Espagne, La France, l'Italie, Malte et Portugal, de la rive Nord de la Méditerranée et, l'Algérie, la Lybie, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie de la rive sud.

Cette nouvelle stratégie adoptée lors de la première conférence ministérielle sur la stratégie de l'eau en Méditerranée Occidentale tenue le 31 Mars 2015 à Alger, prend en considération les spécificités de chaque pays et constitue à travers son plan d'action, un modèle de coopération entre les pays de la région. Tous ces pays se trouvent en effet confrontés aux mêmes contraintes de gestion des ressources en eau sous l'impact négatif des changements climatiques.

A travers la ratification de l'accord en question, les représentants des Etats membres du dialogue 5+5 présents à la conférence mondiale de Marrakech ont estimé à l'unanimité que « la Cop 22 présente une réelle opportunité pour mettre en exergue les problèmes liés à l'eau et placer cette ressource en tant qu'élément prioritaire dans l'action de la communauté internationale. »

Organisée par le ministère espagnol de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Environnement, la cérémonie de signature de l'accord d'Alger a été qualifiée par les responsables politiques des pays membres d' « un événement particulier reflétant le succès d'une démarche commune en faveur de la préservation des ressources naturelles et du développement durable dans la région. »

Avec l'aboutissement de cet accord sur la stratégie de l'eau, l'Algérie confirme une fois de plus sa position de pivot central des politiques régionales. En 2015, une autre initiative a été lancée à Alger mettant en place un mécanisme de coopération régionale pour la sécurité alimentaire et la lutte contre la flambée des prix des produits de base, principalement les céréales.

[La Tunisie veut davantage de gaz algérien](#)

Source : L'Econews

La Tunisie est sur le point de renégocier les termes de ses contrats de gaz naturel avec l'Algérie. Suite à la baisse de sa production et la hausse de la consommation nationale, la Tunisie pense à renouveler son accord avec l'Algérie.

Cette annonce a été faite par Hela Cheikhrouhou, ministre tunisienne de l'énergie et des Mines, devant la commission des finances de l'assemblée nationale, rapportent certains médias tunisiens. Selon Cheikhrouhou, le renouvellement de l'accord se fera à travers la renégociation de certains termes du contrat conformément au volume de la demande et aux réalités actuelles du marché gazier.

Cette décision s'explique par la demande en gaz naturel qui accroît sans cesse. En revanche, la Tunisie affiche

depuis environ un an une baisse drastique de sa production en raison des mouvements sociaux qui ont duré plus de huit mois et qui ont conduit à l'interruption jusqu'en octobre de la production sur le champ Kerkennah, sachant que le pays importe déjà près de 50% de sa consommation.

Le mois dernier, la responsable avait également fait observer que la production de pétrole, qui était de 80 000 b/j en 2010, est descendue à 40 000 b/j en 2016 à cause de l'ambiguïté juridique autour de l'encadrement du secteur des hydrocarbures.

« La constitution tunisienne n'explique pas clairement les spécificités sur la base desquelles ces permis sont octroyés », avait-elle expliqué. Autant de paramètres qui devraient entrer en ligne de compte lors des prochaines négociations.

[La filière phoenicicole au coeur de la promotion des exportations hors hydrocarbures](#)

Source : APS

La filière phoenicicole contribue positivement aux efforts de promotion des exportations hors hydrocarbures en Algérie, a affirmé samedi à Biskra le secrétaire général du ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche, Kamel Chadi.

Dans une conférence de presse, animée en marge de l'ouverture de la fête des dattes à Tolga, le même responsable a soutenu que la production nationale des dattes, assurée par diverses régions dont Biskra, joue un rôle important dans la sécurité alimentaire du pays et la diversification des exportations.

Il a également indiqué que l'Algérie qui compte 16 millions de palmiers dattiers oeuvre à consolider sa position sur le marché international et a engagé, à cet effet, plusieurs mesures dont l'indication géographique de la variété Deglet nour et l'accompagnement des opérateurs pour développer la qualité du conditionnement et des activités de transformation.

L'objectif est de "faire remplacer le pétrole par les dattes du moment qu'un baril de pétrole coûte aujourd'hui 50 dollars alors qu'un quintal de dattes rapporte jusqu'à 500 dollars", a ajouté Kamel Chadi qui a souligné que 250.000 hectares de terres agricoles utiles ont été mis, au cours des derniers mois, à la disposition des investisseurs pour créer des exploitations intégrées pour un volume global d'investissement de plus de 290 milliards DA.

A une question sur les tarifs jugés élevés des prix du mazout et de l'électricité utilisés en agriculture, le même responsable a assuré que "les choses vont dans le bon sens", ajoutant qu'"il y aura du nouveau" dans les proches délais.

Le secrétaire général du ministère de l'Agriculture avait auparavant inauguré la fête des dattes et inspecté des unités de traitement de ce fruit.

[PLF2017 : l'APN examine les amendements proposés](#)

Source : APS

La commission des finances et du budget de l'assemblée populaire nationale (APN) s'est réunie jeudi sous la présidence de Mahjoub Beda pour l'examen des 66 amendements proposés au projet de loi de finances 2017.

Un communiqué de l'APN a indiqué que la réunion s'est tenue en présence des ministres des Finances Hadji Baba Ami, des Relations avec le parlement Ghania Eddalia et le ministre délégué chargé de l'économie numérique et de la modernisation des systèmes financiers, Mouatassim Boudiaf.

La commission a procédé à l'examen des amendements proposés en présence des représentants de leurs auteurs. Le bureau de l'APN réuni mercredi a soumis les amendements remplissant les conditions à ladite commission, rappelle la même source.

[Prix de l'électricité : vers une réduction de 65% pour les habitants du sud](#)

Source : TSA

Un amendement pour une réduction de 65% de la facture de l'électricité pour les habitants du sud dans le cadre du projet de Loi des finances 2017 a été retenu par la Commission des finances et accepté par le ministre des Finances, assure à TSA, Nadia Chouitem, députée du PT.

« Au début, nous avons proposé l'exonération de la TVA et une réduction du prix de 50% pour les habitants du sud. On en a discuté avec le ministre. Ce dernier nous a dit que le gouvernement était prêt à aller vers une réduction de 65% (pour le sud) tout en gardant la TVA », précise-t-elle.

Cet amendement a été donc retenu dans le rapport final de la Commission des finances et devrait être voté en plénière. « Cela veut dire que les habitants du sud paieront seulement le tiers de la facture », affirme notre source.

Un autre amendement portant sur la réduction des taxes sur les produits électroménagers « pour protéger le produit national et le pouvoir d'achat a été accepté par la Commission », selon elle.

[COMMERCE](#)

[Une filiale de Cevital exporte vers plusieurs pays](#)

Source : Algérie Focus

Mediterranean Float Glass (MFG) spa, filiale du groupe CEVITAL, créée en 2007 et spécialisée dans la production et la transformation de verre plat, a inauguré officiellement, sur son complexe industriel de L'Arabaâ (Blida), sa deuxième ligne de production de Verre Float.

L'illustration d'une industrie algérienne d'excellence, exportatrice, compétitive et innovante

Cette 2ème chaîne de production a nécessité un investissement de 120 millions d'euros sur un budget total de 300 millions d'euros investis sur d'autres unités : première ligne/ ligne verre feuilleté/ unité detransformation/unité de verre à couche. Elle permettra à MFG de produire 800Tonnes/Jour supplémentaires, portant la totalité de la production à 1400T/J. Soit une prévision de croissance de la production de +133% et de son chiffre d'affaires de +60%, par rapport à l'année en cours. Son chiffre d'affaires prévisionnel d'ici fin 2016 est estimé à 45 millions d'euros, entre float et transformation.

Un projet ambitieux tourné vers l'export

Grâce à la technologie avancée « float », MFG devient le 1er producteur de verre plat de qualité premium en Afrique, un acteur algérien majeur du marché mondial. Les volumes dédiés à l'exportation représenteront 60% des ventes en 2017, soit environ 48 millions d'euros. MFG répond à la demande croissante de verre premium sur le marché mondial, tout en répondant aux besoins de son marché local, sa priorité.

Les exportations qui se faisaient principalement à destination de l'Europe du Sud (France, Espagne, Italie, Portugal), conquerront avec la 2ème ligne de nouveaux marchés de pays développés et émergents, notamment les pays africains subsahariens mais aussi renforceront le positionnement de MFG dans le Grand Maghreb et la Turquie. MFG a ainsi positionné l'Algérie comme le plus grand fournisseur de verre clair et feuilleté en Tunisie et le 2ème plus grand en Espagne. Sa production diversifiée répond aux normes de qualité les plus exigeantes notamment avec les marquages de produits obtenus à savoir les certifications CEKAL/ ATG/ UNI/ CE), tout en proposant les produits à des prix très compétitifs.

Une Algérie qui passe du stade importateur au stade exportateur

Depuis la création de MFG, les importations de verre plat de l'Algérie ont enregistré une réduction de 30 millions d'euros. MFG compte également diversifier sa gamme de produits, avec la production de verre pyrolytique, verre coloré dans la masse et verre destiné à l'industrie de l'électroménager. Les parts de marchés acquises sur ces nouveaux marchés, favoriseront une baisse supplémentaire des importations de 15 millions d'euros à partir de l'année 2017.

Une industrie algérienne créatrice d'emploi

Avec l'entrée en service de la seconde ligne et le lancement de nouveaux produits et afin de faire face à cette extension, MFG a encore créé de l'emploi étant donné qu'aujourd'hui elle compte plus de 1200 collaborateurs, autant d'emplois directs supplémentaires qui s'ajoutent aux emplois indirects qu'elle génère.

La première feuille de verre de la 2ème ligne MFG qui a vu le jour le 25 avril 2016 sur ce site industriel de 30 hectares, a été réalisée en seulement 26 mois, période de test incluse. Elle a nécessité l'intervention de plus de 2000 personnes, entre partenaires nationaux et internationaux.

Une réussite 100% algérienne

MFG produit aujourd'hui un verre 100% Algérien. La filiale du conglomérat Cevital s'approvisionne entièrement sur le marché local. Le site est géré à 100% par des Algériens. Certifiée ISO 9001, ISO 14001 et OHSAS 18001, l'usine MFG est dotée d'installations de production de dernière génération, intégrant l'ensemble du processus de fabrication du verre et assurant une totale maîtrise des technologies avancées dans ce domaine. MFG dispose d'une centrale électrique de 17 MW, qui lui assure une autonomie de 100% en matière d'électricité, 5 lignes d'hydrogène d'une capacité de 670m³/h et 6 lignes d'azote d'une capacité de 6600m³/h.

Avec l'inauguration de cette nouvelle ligne, MFG marque un tournant majeur pour l'Algérie, en illustrant sa volonté et son engagement à accompagner la croissance et la dynamique économique du pays. Ce nouveau projet s'inscrit en parfaite adéquation avec la démarche et la politique de développement

économique du gouvernement algérien visant à faire du secteur privé, le moteur d'une croissance économique durable et soutenue.

Condor ouvre un showroom à Nouakchott

Source : Liberté

Des produits électroménagers et électroniques algériens ont fait pour la première fois leur apparition sur le marché mauritanien avec l'inauguration d'un showroom vendredi à Nouakchott. Des produits électroménagers et électroniques du groupe Condor viennent ainsi renforcer l'éventail des produits algériens disponibles sur le marché mauritanien. En plus du point de vente, le fabricant algérien a ouvert une unité de maintenance et de service après-vente afin de gagner la confiance du consommateur mauritanien et s'offrir un accès au marché africain, après avoir confirmé le potentiel concurrentiel du produit "fabriqué en Algérie" face au produit étranger disponible sur ce marché. Pour sa part, l'ambassadeur d'Algérie en Mauritanie, Nouredine Khendoudi, a estimé, lors de la cérémonie d'inauguration du premier espace Condor en dehors du marché algérien, que l'ouverture de ce showroom constitue un nouveau jalon à même de renforcer la coopération économique entre les deux pays, annonçant l'organisation à Nouakchott d'un salon du produit algérien.

Les hôtels Ibis-Novotel de Sétif fonctionnels

Source : El Watan

Après plusieurs reports, l'ensemble hôtelier Ibis/Novotel, réalisé par la SPA Sieha, appartenant au groupe Djilali Mehri, en partenariat avec le groupe français Accor, est désormais fonctionnel.

Même s'il n'a pas été officiellement inauguré, l'établissement a ouvert ses portes à une clientèle ravie. Situées sur une rive de l'avenue de l'ALN de la capitale des Hauts-Plateaux, les belles infrastructures métamorphosent le décor de l'une des plus belles artères de l'antique Sétif. D'une capacité de 502 lits, les deux hôtels ont été construits selon les standards internationaux. Ayant nécessité un investissement de plus de 3 milliards de dinars, l'ensemble hôtelier offrant des centaines de nouveaux postes de travail booste les capacités d'accueil du parc hôtelier de la wilaya de Sétif, tirant désormais vers le haut...

[LG lauréate du 21e prix de l'innovation au CES 2017](#)

Source : El Watan

LG Electronics Algérie (LG) va bientôt mettre sur le marché son tout nouveau smartphone V20. Ce dernier sera dévoilé le mois prochain, selon un communiqué diffusé par LG Electronics Algérie.

C'est un smartphone intelligent de la série V le plus récent, qui propose les meilleures capacités multimédias offertes par un appareil mobile. Le V20 repousse les limites de la technologie en proposant de nouvelles fonctionnalités, dont le Steady Record 2.0, le CNA Quad haute fidélité, l'enregistreur audio HD ainsi que les appareils photo avant et arrière grand angle pour offrir les meilleures performances de sa catégorie. La spécificité du V20 le distingue par le fait qu'il est le premier téléphone intelligent au monde à être doté du système d'exploitation Android 7.0 Nougat et de la nouvelle fonction de recherche pour téléphones In Apps de Google. La série V de LG constitue une gamme de téléphones intelligents phares conçus pour fournir aux

utilisateurs la meilleure expérience vidéo et audio. Le V20 est une suite logique du V10, voire un complément de fonctionnalités et de besoins répondant aux souhaits et attentes des propriétaires du V10. L'étude du profil des détenteurs de ce dernier a permis de déterminer que le V20 devait être développé en ayant les «conteurs» à l'esprit, c'est-à-dire toute personne qui a quelque chose à dire ou une expérience à partager.

C'est grâce à ce smartphone multimédia haute performance LG V20, mais surtout à ses téléviseurs OLED, que la marque sud-coréenne a obtenu le 21e prix de l'Innovation au CES 2017, décerné par la Consumer Technology Association (CTA). C'est une reconnaissance pour les innovations révolutionnaires de LG en matière de technologie et de conception, notamment pour la série de produits ultra premium de la gamme Signature de LG. Les produits de la marque Signature de LG viennent en tête des lauréats du prix de l'Innovation au CES 2017 en remportant plusieurs prix très convoités dans les catégories des téléviseurs, des lave-linge et des lave-vaisselle. Les produits Signature de LG associent le meilleur de la technologie de pointe de LG à une conception de classe mondiale, tout en accordant une attention particulière aux détails dans le souci de satisfaire les exigences des consommateurs d'aujourd'hui. Les prix de l'Innovation de la CES sont sélectionnés annuellement par un panel des meilleurs designers, ingénieurs et journalistes.☒

[TRANSACTIONS & CONTRATS](#)

[Signature d'un contrat algéro-russe pour le filtrage des eaux : Une technologie recherchée](#)

Source : El Moudjahid

Dans le cadre de la tenue du 6e Salon international des fournisseurs de produits et services pétroliers Hassi-Expo, qui se veut une occasion d'asseoir une contribution à la dynamisation du processus de développement dans le sud du pays, en offrant aux entreprises nationales l'opportunité de montrer leur savoir-faire en se mettant au diapason aux grosses multinationales, une convention de partenariat a été signée entre la société russe REAM-RTI et l'entreprise algérienne relevant du cadre privé «Hidra hydraulique Algérie».

Ce partenariat s'inscrit dans la ligne du programme de l'État algérien pour ce qui est de la création d'entreprises en Algérie avec les partenaires étrangers, notamment le développement de l'investissement. Il est le résultat du déplacement du Premier ministre en Russie, avec la délégation du FCE et de la CACI, lesquels ont joué un grand rôle pour faciliter la démarche aux entreprises algériennes. Concernant cette nouvelle technologie, ces filtres ont la particularité d'avoir une longue durée de vie et d'épuration supérieure aux filtres qui existent actuellement sur le marché. Le contrat en question concerne la réalisation d'un projet d'usine pour la fabrication des filtres spéciaux Intake Module, qui devra être implantée d'ici deux ans à Tiaret.

Selon le PDG de Hidra hydraulique Algérie, M. Hidra Houari Boumediène, en attendant la concrétisation de cette usine, la nouvelle entreprise commercialisera, pendant une durée de deux années, des filtres Intake Module. Un produit qui est une technologie qui n'existe nulle part, excepté en Russie. Il s'agit de filtres spéciaux de fond de puits avec des éléments filtrants sur la base de technologie d'une matrice perméable de fil en métal pressé (FMP). « Dans un premier temps, nous envisageons de commercialiser le produit, le temps de monter une usine à Tiaret où les autorités publiques

nous ont assuré de leur soutien et de l'octroi d'un terrain industriel», nous a-t-il fait savoir, ajoutant que «s'agissant du domaine de fabrication des équipements hydrauliques, nous sommes les premiers en Algérie à nous lancer dans la fabrication des vannes hydrauliques. Les autorités publiques de la ville de Tiaret nous ont facilité la tâche afin de lancer notre projet dans les meilleures conditions».

L'entrepreneur nous a précisé toutefois que l'entreprise se charge actuellement d'assurer la formation des effectifs. «Nous avons deux ingénieurs en Allemagne et un autre au Canada, spécialisés en génie mécanique et l'autre en hydraulique. Parallèlement au projet, nous voulons aider les jeunes le temps de lancer l'usine pour la production locale.»

Ainsi, le traitement des eaux et surtout des eaux usées sont des secteurs qui sont de plus en plus convoités de par le monde pour pallier au stress hydrique, devenu un fait en raison de l'amenuisement des ressources en eau, fragilisées, faut-il le rappeler, par la pollution et les changements climatiques. Le recours à l'épuration des eaux usées est devenu inévitable pour les pays arides qui se trouvent, de par leur situation géographique, confrontés au problème d'eau et s'attellent à compenser le déficit en la matière avec le recyclage des eaux usées qui demeure une alternative viable. La rareté du précieux liquide est un phénomène qui touche de plus en plus de pays. Et l'Algérie n'est pas à l'abri de l'appauvrissement de ses ressources hydriques, notamment avec la croissance démographique et le développement industriel qui font monter en flèche les besoins en eau.

Dans ce sillage, et s'agissant des avantages de l'utilisation de cette technique russe en Algérie pour le filtrage de l'eau et surtout pour les eaux usées, notre

interlocuteur dira qu'il s'agit de la réduction des coûts et de l'efficacité optimale dans le traitement des eaux, du pétrole, du GPL, des eaux de mer, des eaux usées, etc., allant jusqu'à 97% de purification. «Nous avons rencontré des responsables de l'Agence nationale des barrages et des transferts pour leur expliquer ce concept et discuter avec eux. Ils nous ont posé plein de questions, notamment sur les procédés, et ils semblaient très intéressés. Les pouvoirs publics sont prêts à nous aider et à nous faciliter la mission qui est d'offrir un procédé efficace et innovant, car il s'agit d'une industrie qui nous ouvrira les portes des marchés de l'Afrique, puisque nous avons réussi à négocier la représentation exclusive de la société russe en Algérie et en Afrique», a-t-il expliqué, en lançant un appel aux jeunes pour s'impliquer dans la formation des équipements hydrauliques, pour conclure.

[Crédit à la consommation-véhicules: convention CPA-Tahkout manufacturing company](#)

Source : APS

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) et Tahkout manufacturing company (TMC) ont signé, jeudi à Alger, une convention de financement bancaire dans le cadre du crédit à la consommation accordé aux particuliers pour l'acquisition des véhicules de marque Hyundai fabriqués localement par TMC.

La convention a été signée par le P-dg du CPA, Omar Boudieb, et celui de TMC, Mahieddine Tahkout.

En vertu de cet accord, le CPA va accorder des crédits qui peuvent atteindre jusqu'à 90% du prix du véhicule Hyundai fabriqué par cette société privée algérienne

dans la limite de trois (3) millions de dinars, a indiqué M. Boudieb lors de la cérémonie de signature.

Un taux d'intérêt de 8% (hors taxe) sera appliqué sur le montant du crédit avec des délais de remboursement variant entre 12 mois (un an) et 60 mois (5 ans) en fonction de la capacité de remboursement de l'emprunteur et dans une limite d'âge de 70 ans, a-t-il précisé.

"Ce crédit est destiné à tous les particuliers qui ont une année de travail y compris les contractuels", a expliqué le même responsable.

Le crédit va financer les huit (8) modèles de véhicules de Hyundai assemblés par TMC en Algérie et commercialisés par le réseau du concessionnaire CIMA motors (filiale du groupe Tahkout).

Il s'agit des modèles i10, i20, i30, i40, Accent RB, Tucson, Cretta et Santa Fee, qui seront commercialisés d'ici à 15 jours, selon TMC.

Soulignant que le CPA avait déjà introduit le crédit à la consommation pour aider les ménages à équiper leurs domiciles (électroménagers....), M. Boudieb a aussi rappelé que ce type de crédit entrait dans le cadre de la promotion de la production nationale visée par les pouvoirs publics.

L'usine d'assemblage et de montage de véhicules de marque Hyundai à Tiaret avait été inaugurée en octobre dernier avec une capacité de production de 60.000 unités pour la première année d'activité.

Cette capacité devrait passer à 100.000 unités à partir de la deuxième année.

Par ailleurs, M. Tahkout a fait savoir qu'il envisageait la mise en place d'une deuxième usine de montage et d'assemblage de véhicules d'une autre marque qu'il s'est gardé de dévoiler.

Pour rappel, la Banque nationale d'Algérie (BNA) a également signé récemment avec TMC une convention de financement bancaire similaire en vertu de laquelle cette banque publique va accorder des crédits qui peuvent atteindre jusqu'à 70% du prix du véhicule Hyundai fabriqué par cette société privée algérienne, avec un taux d'intérêt de 8,5% et une durée maximale de remboursement de cinq (5) ans.

Le crédit à la consommation avait été réintroduit l'an dernier pour les produits fabriqués en Algérie uniquement, et ce, quel que soit le taux d'intégration.

Les entreprises dont les produits sont éligibles à ce crédit sont celles qui exercent une activité de production ou de service sur le territoire national et qui produisent ou assemblent des biens destinés à la vente aux particuliers, selon le décret exécutif relatif au crédit à la consommation.

REGIONS

In-Salah : perspectives "prometteuses" pour l'aquaculture à Tidikelt

Source : APS

L'aquaculture présente des perspectives "prometteuses" à Tidikelt, wilaya déléguée d'In-Salah (Tamanrasset), susceptibles d'ériger cette région en pôle aquacole dans l'élevage du poisson d'eau douce, a-t-on appris samedi du président de la Chambre inter-wilayas de la pêche et de l'aquaculture.

Une centaine d'agriculteurs se sont intéressés à cette filière, notamment dans les communes d'In-Salah, In-Ghar et Foggaret-Larab, avec une production annuelle estimée à 1.000 quintaux (qx) de différentes espèces de poisson d'eau douce, notamment le Silure et Tilapia de Nil, a précisé à l'APS Omar Chakhar, en marge d'une visite de terrain à cette collectivité.

Ce "succès" a été réalisé grâce à l'engouement des agriculteurs à l'aquaculture pratiquée dans les bassins d'irrigation, en plus d'un ensemble de potentialités nécessaires pour développer l'aquaculture intégrée à l'agriculture que recèle cette région dans le Sud du pays, a-t-il ajouté.

Dans le cadre des efforts menés pour encourager l'investissement dans ce domaine, M. Chakhar a indiqué que la Chambre prévoit l'élargissement de la pratique de cette filière à travers l'intégration de nouvelles espèces de poisson d'eau douce dans les bassins d'irrigation répartis sur les grandes exploitations agricoles.

Les préparatifs, a-t-il affirmé, sont en cours pour l'organisation de la 3ème édition des journées de dégustation de poissons d'eau douce qui aura lieu du 25 au 26 décembre prochain à In-Salah.

Cette initiative vise à renforcer la production du poisson d'eau douce destinée notamment à la consommation et à la commercialisation locale qui contribuera à la diversification des ressources de revenus pour les familles en milieu rural, a-t-il estimé.

Pour généraliser et promouvoir la pratique de la pisciculture artisanale dans la région, l'association de Tidikekt de l'aquaculture s'engage, pour sa part, à organiser des ateliers de formation au profit des jeunes

agriculteurs, avec le concours des techniciens spécialisés dans le domaine, en vue d'assurer l'encadrement, a-t-on signalé.

Salon "Hassi-Messaoud Expo": Plus de 10.000 visiteurs professionnels

Source : APS

Plus de 10.000 professionnels ont visité le salon international des Fournisseurs de produits et services en rapport avec l'activité pétrolière et gazière, qui prend fin jeudi à Hassi-Messaoud, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Cet événement économique a connu un "véritable succès", en matière d'organisation, au vu notamment du nombre record de visiteurs enregistré et de l'importante participation estimée à quelque 200 exposants, algériens et étrangers représentant une vingtaine de pays, a précisé à l'APS le directeur de la compagnie organisatrice, Petroleum Industry Communication, Djaâfar Yacini, ajoutant qu'une "grande satisfaction" a été relevée chez l'ensemble des participants.

Plusieurs rencontres ont été animées lors de ce 6ème salon par des spécialistes et experts nationaux et étrangers sur divers thèmes relatifs au monde des hydrocarbures.

Parmi ces thèmes, "le maintien des activités liées à la sécurité grâce à l'excellence opérationnelle", "les sept principaux problèmes organisationnels des dirigeants", en plus de la "Maintenance préventive et pièces d'origines = fiabilité et durabilité des équipements assurés".

"Solutions web dans l'industrie du pétrole ", et "Moblis vous accompagne au cœur de la technologie de la 4^e génération (4G) de la téléphonie mobile", sont d'autres thèmes d'études au programme de ce rendez vous professionnel.

Selon le représentant de l'entreprise nationale de forage (ENAFOR), Salim Allouania, la société vise à travers sa participation à ce salon à mettre en valeur les capacités et moyens de production de l'entreprise qui dispose d'un parc "très important" composé de 52 appareils de forage dotés des dernières évolutions technologiques.

Un autre exposant, une usine de chlore et dérivés basée à Mostaganem depuis 2004 et fruit d'un partenariat algéro-saoudien, a tenu à travers ce salon à "mieux se faire connaître et à rechercher des relations d'affaires".

D'une capacité de production estimée à 67,5 tonnes /jour, soit 22.300 Tonnes / an de chlore liquide, cette entité est gérée par une société de droit algérien à capitaux saoudiens, spécialisée dans la production et la commercialisation des produits chimiques et organiques, dont le chlore, la soude caustique, l'acide chlorhydrique et l'hypochlorite de sodium, a fait savoir son représentant, Hichem Krouchi.

Réservé aux professionnels concernés par les différents domaines de l'activité pétrolière et gazière, depuis les premières études jusqu'à la protection de l'environnement, en passant par le forage, la maintenance des installations, les moyens généraux, les services de soutien, le génie-civil, les télécommunications, les constructions, le raffinage, l'hygiène et sécurité tout en associant dans

ses étapes les différents intervenants directs et indirects, le salon international "Hassi-Messaoud Expo" démontre tout l'intérêt que lui portent les professionnels du secteur des hydrocarbures et répond à toutes leurs attentes, selon les organisateurs.

En marge de cette exposition, une convention de partenariat a été signée entre l'entreprise algérienne privée "Hidra-Hydraulique" et la société russe "REAM-RTI", avec pour objectif de développer la fabrication d'équipements hydrauliques en Algérie.

Algérie Télécom de Biskra : Vers la généralisation de la 4G

Source : El Watan

En coopération avec la société chinoise ZTE, l'entreprise Algérie Télécom, qui compte 63 000 abonnés pour la wilaya de Biskra, poursuit son développement et la modernisation de ses équipements en se basant sur deux produits phares : la MSAN, réseau par fibre optique multiservices, et la 4 G fixe, permettant de desservir les zones les plus enclavées en connexion à internet.

La demande étant supérieure à l'offre, Algérie Télécom compte dès l'année prochaine renforcer ses capacités techniques et développer son réseau filaire dans ces zones et notamment à Ouled Djellal, jeune wilaya déléguée, où la 4G sera généralisée dans le cadre de la concrétisation d'un plan de sécurisation des services et prestations, a-t-on appris. «Nos abonnés sont avides de nouvelles technologies et de nouveaux services numériques et dès qu'un nouveau produit apparaît, nous avons des milliers de demandes. Nous formons des TS en télécommunications, en coordination avec le secteur de la formation professionnelle.

Notre objectif est d'expliquer aux communicants et aux gens de la presse les dernières innovations et termes associés aux différentes générations technologiques en matière de télécommunications. Il nous faut être sur le même diapason», a précisé Abdelhalim Djefafla, chef du projet 4G LTE à la direction d'Algérie Télécom de Biskra.